

Conseil municipal du 31 mars 2017
Intervention d'Irène Félix

Monsieur le Maire, chers collègues,

Nous sommes au milieu du gué. Trois ans après l'élection municipale de mars 2014. Trois avant celle qui aura lieu, si le ciel ne nous tombe pas sur la tête avant, en mars 2020.

Trois ans, c'est un premier bilan. Les faits apportent un éclairage sans concession pour trancher les débats que nous avons eus en 2014.

Depuis plusieurs années déjà, nous disions la ville dans une situation financière difficile. Cela avait été confirmé par un rapport de la chambre régionale des comptes : la ville, handicapée par sa baisse de population et par la faiblesse de son agglomération glissait vers un endettement excessif, aggravé par des chantiers mal conduits et des choix d'investissement contestables. Avions-nous tort ? J'ai encore lu aujourd'hui que vous l'ignoriez avant votre élection : pardonnez de vous le dire mais il suffisait de lire et compter pour le constater.

Au fond, vous ne pouviez ne pas savoir. Mais vous pouviez faire mine de l'ignorer, pour protéger la gestion calamiteuse des années précédentes. Ce que vous avez fait. Il faut dire que vous en étiez, aussi, comptable.

Nous alertions aussi sur l'état des rues et des bâtiments de la ville et demandions un audit du patrimoine. Avions-nous tort ? Après votre prédécesseur qui avait fermé la maison de la Culture et les écoles des Merlattes, d'Avaricum et Fernault, vous avez fermé la piscine Robinson et le foyer Eugène-Brisson et vous laissez en panne le Hameau de la Fraternité : je n'ai rien vu au budget le concernant, pas plus d'ailleurs que concernant le centre social de la Chancellerie. Les budgets énergétiques sont toujours très élevés, en raison des pertes thermiques considérables dans les bâtiments communaux, en particulier dans les écoles.

Nous avons aussi sensibilisé les Berruyers à la fragilité des organismes de logement social sur la ville. Avions-nous tort ? Je vous donne acte du fait qu'une solution a été trouvée pour une partie du parc, celui de Jacques Cœur Habitat, en bien moins bonne posture que ce qui a longtemps été dit. Il reste Bourges Habitat dont nous aurons l'occasion de reparler au cours du conseil, avec ses emprunts cautionnés par la ville à hauteur de 98 millions d'euros, auxquels s'ajoutent des charges d'intérêt considérables. La charge financière de ce dossier

est devant nous et c'est une des raisons pour lesquelles je pense que vous devriez vous garder de tout triomphalisme quant à l'avenir des finances municipales.

Sans doute parce que comme élus socialistes, nous n'avons jamais pu y siéger, il est un dossier que nous n'avons pas vu venir : celui de l'office du tourisme. Le litige avec l'office, mentionné dans les décisions que vous avez prises depuis le dernier conseil, ouvre sans doute un nouvel aléa financier pour la ville.

A cette situation largement héritée à laquelle, il est vrai, les baisses de dotation n'ont rien arrangé, vous avez réagi en accumulant les décisions qui continuent d'affaiblir Bourges.

Vous avez augmenté les impôts de 20 % en deux ans. Ne retenons pas les pourcentages avec lesquels on peut dire – et vous direz sans doute, en réponse à mon intervention –, n'importe quoi : retenons les montants. 7 millions d'euros de plus payés par les Berruyers : excusez du peu !

Vous avez augmenté considérablement la plupart des tarifs pour les familles et les associations : alors qu'accueillir les jeunes ménages devrait être un objectif stratégique pour la ville, vous n'avez donné que des signaux contraires. Vous avez renoncé à un projet de crèche. Vous avez accumulé les contraintes pour l'accès aux équipements et aux activités de jeunesse. Au total, les enfants ne bénéficient plus que d'un trimestre d'activités périscolaires et les centres de loisirs sont moins fréquentés. Tout cela se lit dans le budget qui nous est présenté, sur les lignes de transports scolaires et les équilibres financiers du secteur jeunesse. C'est la caisse d'allocations familiales qui suscite et soutient financièrement l'émergence d'espaces de vie sociale là où l'absence des initiatives municipales est assourdissante. Vous avez organisé une fuite des associations culturelles vers des salles à l'extérieur de la ville pour présenter leurs spectacles, privant les habitants de ces moments chaleureux de rencontre et d'émerveillement dans la proximité. Vous donnez des signes d'abandon des personnes âgées au secteur privé.

Ligne après ligne, le projet de budget d'investissement est fait d'innombrables reports. C'est-à-dire de projets différés, inaboutis. Ils marquent combien les choix d'investissements sont contraints entre les projets engagés et l'urgence d'un désendettement. Je rappelle pour mémoire que le montant de l'en cours au 1^{er} janvier 2017 (140 421 000 €) est toujours supérieur à ce qu'il était au compte administratif 2013 soit 137 625 000 €). Et que le ratio entre cet encours

et les recettes de fonctionnement (145 %) place la ville très au-dessus des villes de la même strate (95 %).

Avez-vous, au moins, fait les choix nécessaires pour corriger le tir demain ?

Rien n'est moins sûr.

A force que nous le martelions, il semble que l'importance stratégique de l'agglomération soit enfin reconnue. Nous sommes heureux que ce soit le cas : rien que pour cela, notre parole, répétée et obstinée, aura été utile. Les mutualisations, pas toujours bien vécues et il faut y être très attentif, étaient nécessaires et sont en cours. Cela se traduit dans le budget avec des évolutions enfin significatives de certaines masses financières. Mais les effets produits par ces mutualisations, présentés dans un récent conseil d'agglomération restent modestes, tant sur le plan financier que sur le plan des services rendus. Du travail reste à faire. J'observe que la double comptabilité du personnel – et sans doute de certaines charges –, à Bourges et à l'agglomération, que nous avons justement dénoncée l'an dernier avait sans doute été sciemment prévue u budget 2016 pour justifier la hausse considérable des impôts infligée aux Berruyers puis vous permettre de dégager un autofinancement conséquent. L'ajustement de plusieurs lignes budgétaires pour 2017 était donc possible et nécessaire.

Ce qui manque encore, en revanche, c'est un véritable projet pour l'agglomération. Depuis trois ans, vous proposez aux élus des communes voisines de reprendre les projets « chauds » de Bourges. Vous avez essayé avec « les grands équipements » puis avec le seul palais des sports. Vous auriez bien aimé qu'ils s'emparent du dossier de la maison de la culture. La nouvelle ou, tant qu'à faire, l'ancienne, branlante sur ses fondations et transformée en palais des congrès. Vous essayez actuellement avec une piscine ludique. Les élus communautaires attendent un projet pour l'ensemble du territoire dont vous peinez à vous emparer, même quand des financements vous sont mis à disposition par l'Etat, par exemple pour la transition énergétique.

Ce temps passé à ne pas construire un projet commun est un temps qui s'écoule à détruire ce que nous avons en commun. Il aura fallu que la loi joue son rôle de voiture balais pour qu'enfin, depuis le début de l'année, la gestion des zones d'activité économiques passe à l'agglomération et qu'une réflexion sur un Plan Local d'Urbanisme Intercommunal soit ouverte. En attendant, chacun a joué sa carte : les extensions commerciales en périphérie continuent. Vous-même vous

préparez à valider un nouveau projet sur une artère berruyère inhabitée. Pendant ce temps, les pôles de commerce de quartier s'épuisent et le centre ville est plus fragile que jamais. Pour Capnord, que l'on voit heureusement apparaître dans la programmation des investissements, il est plus que temps. Il y aurait aussi urgence à porter un projet pluridisciplinaire pour le centre ville : vous semblez avoir renoncé à vous en emparer.

Trois ans, c'est un premier bilan. C'est encore le moment du projet.

Ce qui frappe au fond, dans l'interview que vous avez donnée au Berry Républicain, c'est l'absence de perspectives et de projets. 2040 ! Il faut, certes, voir à long terme, mais une telle échéance est un terrible aveu : ce que vous nous dites, c'est qu'aucune marge de manœuvre n'existerait dans les vingt prochaines années. Comment pouvez-vous laisser passer un tel message ?

Nous, nous disons que Bourges a un avenir. Nous disons qu'il est des leviers utiles pour réinscrire pleinement Bourges, en région Centre, dans le Berry, comme un pôle d'attractivité et de rayonnement. Nous disons que la culture doit nous servir d'étendard. Nous disons qu'il faut encore et toujours investir sur le pôle universitaire et de formation. Nous disons qu'une ville au sein d'un territoire rural aussi vaste que le nôtre peut avoir des stratégies gagnantes pour l'environnement et la vie de nos enfants. Nous disons que notre agglomération peut s'étendre en pensant des collaborations stratégiques avec des territoires plus jeunes et complémentaires du nôtre, notamment en renforçant notre pôle de défense et d'industries de haute technologie. Nous disons – et il est possible de mobiliser des ressources pour cela - qu'il faudrait oser afficher la modernité dans Bourges grâce à un schéma de déplacement ambitieux, pariant sur les transports en commun et les déplacements doux. Nous disons que la richesse de l'agglomération, ce sont celles et ceux qui y vivent et y construisent des projets et qu'il est invraisemblable que le conseil de développement, prévu par la loi pour penser l'avenir de l'agglomération ne soit toujours pas installé à mi-mandat. Nous disons aussi que Bourges doit nouer des collaborations plus fortes avec le réseau des villes du Berry et travailler, dès aujourd'hui, à faire cause commune pour le prochain contrat de plan Etat-Région. Il interviendra en 2020 : ce n'est pas en 2040, c'est demain matin.

Nous disons que nous, les six élus du groupe socialiste et apparentés, nous aimons Bourges ambitieuse et solidaire.

Nous voterons donc contre votre budget.

Conseil municipal du 31 mars 2017
Intervention d'Irène Félix

Monsieur le Maire, chers collègues,

Nous sommes au milieu du gué. Trois ans après l'élection municipale de mars 2014. Trois avant celle qui aura lieu, si le ciel ne nous tombe pas sur la tête avant, en mars 2020.

Trois ans, c'est un premier bilan. Les faits apportent un éclairage sans concession pour trancher les débats que nous avons eus en 2014.

Depuis plusieurs années déjà, nous disions la ville dans une situation financière difficile. Cela avait été confirmé par un rapport de la chambre régionale des comptes : la ville, handicapée par sa baisse de population et par la faiblesse de son agglomération glissait vers un endettement excessif, aggravé par des chantiers mal conduits et des choix d'investissement contestables. Avions-nous tort ? J'ai encore lu aujourd'hui que vous l'ignoriez avant votre élection : pardonnez de vous le dire mais il suffisait de lire et compter pour le constater.

Au fond, vous ne pouviez ne pas savoir. Mais vous pouviez faire mine de l'ignorer, pour protéger la gestion calamiteuse des années précédentes. Ce que vous avez fait. Il faut dire que vous en étiez, aussi, comptable.

Nous alertions aussi sur l'état des rues et des bâtiments de la ville et demandions un audit du patrimoine. Avions-nous tort ? Après votre prédécesseur qui avait fermé la maison de la Culture et les écoles des Merlattes, d'Avaricum et Fernault, vous avez fermé la piscine Robinson et le foyer Eugène-Brisson et vous laissez en panne le Hameau de la Fraternité : je n'ai rien vu au budget le concernant, pas plus d'ailleurs que concernant le centre social de la Chancellerie. Les budgets énergétiques sont toujours très élevés, en raison des pertes thermiques considérables dans les bâtiments communaux, en particulier dans les écoles.

Nous avons aussi sensibilisé les Berruyers à la fragilité des organismes de logement social sur la ville. Avions-nous tort ? Je vous donne acte du fait qu'une solution a été trouvée pour une partie du parc, celui de Jacques Cœur Habitat, en bien moins bonne posture que ce qui a longtemps été dit. Il reste Bourges Habitat dont nous aurons l'occasion de reparler au cours du conseil, avec ses emprunts cautionnés par la ville à hauteur de 98 millions d'euros, auxquels s'ajoutent des charges d'intérêt considérables. La charge financière de ce dossier

est devant nous et c'est une des raisons pour lesquelles je pense que vous devriez vous garder de tout triomphalisme quant à l'avenir des finances municipales.

Sans doute parce que comme élus socialistes, nous n'avons jamais pu y siéger, il est un dossier que nous n'avons pas vu venir : celui de l'office du tourisme. Le litige avec l'office, mentionné dans les décisions que vous avez prises depuis le dernier conseil, ouvre sans doute un nouvel aléa financier pour la ville.

A cette situation largement héritée à laquelle, il est vrai, les baisses de dotation n'ont rien arrangé, vous avez réagi en accumulant les décisions qui continuent d'affaiblir Bourges.

Vous avez augmenté les impôts de 20 % en deux ans. Ne retenons pas les pourcentages avec lesquels on peut dire – et vous direz sans doute, en réponse à mon intervention –, n'importe quoi : retenons les montants. 7 millions d'euros de plus payés par les Berruyers : excusez du peu !

Vous avez augmenté considérablement la plupart des tarifs pour les familles et les associations : alors qu'accueillir les jeunes ménages devrait être un objectif stratégique pour la ville, vous n'avez donné que des signaux contraires. Vous avez renoncé à un projet de crèche. Vous avez accumulé les contraintes pour l'accès aux équipements et aux activités de jeunesse. Au total, les enfants ne bénéficient plus que d'un trimestre d'activités périscolaires et les centres de loisirs sont moins fréquentés. Tout cela se lit dans le budget qui nous est présenté, sur les lignes de transports scolaires et les équilibres financiers du secteur jeunesse. C'est la caisse d'allocations familiales qui suscite et soutient financièrement l'émergence d'espaces de vie sociale là où l'absence des initiatives municipales est assourdissante. Vous avez organisé une fuite des associations culturelles vers des salles à l'extérieur de la ville pour présenter leurs spectacles, privant les habitants de ces moments chaleureux de rencontre et d'émerveillement dans la proximité. Vous donnez des signes d'abandon des personnes âgées au secteur privé.

Ligne après ligne, le projet de budget d'investissement est fait d'innombrables reports. C'est-à-dire de projets différés, inaboutis. Ils marquent combien les choix d'investissements sont contraints entre les projets engagés et l'urgence d'un désendettement. Je rappelle pour mémoire que le montant de l'en cours au 1^{er} janvier 2017 (140 421 000 €) est toujours supérieur à ce qu'il était au compte administratif 2013 soit 137 625 000 €). Et que le ratio entre cet encours

et les recettes de fonctionnement (145 %) place la ville très au-dessus des villes de la même strate (95 %).

Avez-vous, au moins, fait les choix nécessaires pour corriger le tir demain ?

Rien n'est moins sûr.

A force que nous le martelions, il semble que l'importance stratégique de l'agglomération soit enfin reconnue. Nous sommes heureux que ce soit le cas : rien que pour cela, notre parole, répétée et obstinée, aura été utile. Les mutualisations, pas toujours bien vécues et il faut y être très attentif, étaient nécessaires et sont en cours. Cela se traduit dans le budget avec des évolutions enfin significatives de certaines masses financières. Mais les effets produits par ces mutualisations, présentés dans un récent conseil d'agglomération restent modestes, tant sur le plan financier que sur le plan des services rendus. Du travail reste à faire. J'observe que la double comptabilité du personnel – et sans doute de certaines charges –, à Bourges et à l'agglomération, que nous avons justement dénoncée l'an dernier avait sans doute été sciemment prévue u budget 2016 pour justifier la hausse considérable des impôts infligée aux Berruyers puis vous permettre de dégager un autofinancement conséquent. L'ajustement de plusieurs lignes budgétaires pour 2017 était donc possible et nécessaire.

Ce qui manque encore, en revanche, c'est un véritable projet pour l'agglomération. Depuis trois ans, vous proposez aux élus des communes voisines de reprendre les projets « chauds » de Bourges. Vous avez essayé avec « les grands équipements » puis avec le seul palais des sports. Vous auriez bien aimé qu'ils s'emparent du dossier de la maison de la culture. La nouvelle ou, tant qu'à faire, l'ancienne, branlante sur ses fondations et transformée en palais des congrès. Vous essayez actuellement avec une piscine ludique. Les élus communautaires attendent un projet pour l'ensemble du territoire dont vous peinez à vous emparer, même quand des financements vous sont mis à disposition par l'Etat, par exemple pour la transition énergétique.

Ce temps passé à ne pas construire un projet commun est un temps qui s'écoule à détruire ce que nous avons en commun. Il aura fallu que la loi joue son rôle de voiture balais pour qu'enfin, depuis le début de l'année, la gestion des zones d'activité économiques passe à l'agglomération et qu'une réflexion sur un Plan Local d'Urbanisme Intercommunal soit ouverte. En attendant, chacun a joué sa carte : les extensions commerciales en périphérie continuent. Vous-même vous

préparez à valider un nouveau projet sur une artère berruyère inhabitée. Pendant ce temps, les pôles de commerce de quartier s'épuisent et le centre ville est plus fragile que jamais. Pour Capnord, que l'on voit heureusement apparaître dans la programmation des investissements, il est plus que temps. Il y aurait aussi urgence à porter un projet pluridisciplinaire pour le centre ville : vous semblez avoir renoncé à vous en emparer.

Trois ans, c'est un premier bilan. C'est encore le moment du projet.

Ce qui frappe au fond, dans l'interview que vous avez donnée au Berry Républicain, c'est l'absence de perspectives et de projets. 2040 ! Il faut, certes, voir à long terme, mais une telle échéance est un terrible aveu : ce que vous nous dites, c'est qu'aucune marge de manœuvre n'existerait dans les vingt prochaines années. Comment pouvez-vous laisser passer un tel message ?

Nous, nous disons que Bourges a un avenir. Nous disons qu'il est des leviers utiles pour réinscrire pleinement Bourges, en région Centre, dans le Berry, comme un pôle d'attractivité et de rayonnement. Nous disons que la culture doit nous servir d'étendard. Nous disons qu'il faut encore et toujours investir sur le pôle universitaire et de formation. Nous disons qu'une ville au sein d'un territoire rural aussi vaste que le nôtre peut avoir des stratégies gagnantes pour l'environnement et la vie de nos enfants. Nous disons que notre agglomération peut s'étendre en pensant des collaborations stratégiques avec des territoires plus jeunes et complémentaires du nôtre, notamment en renforçant notre pôle de défense et d'industries de haute technologie. Nous disons – et il est possible de mobiliser des ressources pour cela - qu'il faudrait oser afficher la modernité dans Bourges grâce à un schéma de déplacement ambitieux, pariant sur les transports en commun et les déplacements doux. Nous disons que la richesse de l'agglomération, ce sont celles et ceux qui y vivent et y construisent des projets et qu'il est invraisemblable que le conseil de développement, prévu par la loi pour penser l'avenir de l'agglomération ne soit toujours pas installé à mi-mandat. Nous disons aussi que Bourges doit nouer des collaborations plus fortes avec le réseau des villes du Berry et travailler, dès aujourd'hui, à faire cause commune pour le prochain contrat de plan Etat-Région. Il interviendra en 2020 : ce n'est pas en 2040, c'est demain matin.

Nous disons que nous, les six élus du groupe socialiste et apparentés, nous aimons Bourges ambitieuse et solidaire.

Nous voterons donc contre votre budget.